

Pourquoi la plateforme Z ?

La plateforme Z est composée de :

- *Trois formulations alternatives (« formulations 2 ») dans le texte international/Europe (BI, p. xx) ;*
- *Un texte global alternatif sur la France : « Mettre en échec le patronat et le gouvernement Hollande par la lutte de classe » (BI, p. xx) ;*
- *Un texte alternatif sur le projet du NPA : « Six questions à trancher pour refonder le NPA ».*

Avant d'en arriver à la décision de présenter cette plateforme, nous avons participé à l'ensemble des discussions préparatoires au congrès, au CPN comme dans la commission d'écriture des textes. Nous avons écrit des contributions et proposé des amendements sur tous les thèmes soumis au débat (international, Europe, situation et orientation en France, « identité » du NPA, fonctionnement). Nous nous réjouissons d'avoir contribué à l'amélioration du texte sur la situation internationale, notamment pour rompre avec l'analyse keynésienne de la crise et aller vers une explication marxiste. Certains de nos amendements ont également été intégrés sur d'autres aspects de la situation internationale comme sur l'Europe. C'est pourquoi nous ne présentons pas de texte alternatif sur ces deux questions, mais seulement trois amendements, dont deux communs avec des camarades de la PY et un avec un camarade de la PX.

En revanche, les camarades des autres positions n'ont tenu aucun compte de nos propositions d'amendements sur la France, ni de notre contribution sur le bilan et l'« identité » du NPA : ils/elles ont refusé toute discussion (allant jusqu'à « oublier » de publier nos amendements au texte sur la France dans le bulletin intérieur !). Certes, nos divergences avec la direction sortante (PX) étaient et sont très importantes, mais refuser la discussion politique n'est jamais la bonne méthode, surtout quand on prétend vouloir rassembler le parti !

Par ailleurs, les camarades de la PY (pour l'essentiel l'ex-P2) ont eux aussi refusé de discuter avec nous, comme ils/elles le font depuis plus de trois ans alors que nous le leur proposons de façon systématique, car nous sommes partisan-e-s d'une grande tendance révolutionnaire pour avancer réellement vers un NPA révolutionnaire, au-delà des divergences de sensibilités. Pour ce congrès, c'est d'autant plus regrettable que, d'une part, nous avons trouvé un accord durant la dernière CN (avec un texte qui avait rassemblé 39% des voix), mais qui est resté malheureusement sans suite en termes de collaboration ; d'autre part, nous avons des convergences réelles (priorité à l'implantation dans la classe ouvrière et la jeunesse, refus de tout accord programmatique avec le Front de gauche, recherche de formulations permettant de poser la question du pouvoir, etc.).

Or il serait important de discuter sérieusement de nos divergences et d'essayer de les surmonter. C'est ainsi que la plateforme des camarades de la PY, dont le texte sur l'orientation en France consiste à amender celui de la direction sortante, continue de poser la question centrale du pouvoir des travailleurs comme une question déconnectée de l'orientation, dont ils/elles ne parlent pas dans l'intervention quotidienne. Pour notre part, nous pensons que le parti doit mettre en avant des mots d'ordre réellement transitoires, articulant les revendications (par exemple l'interdiction des licenciements) à l'objectif ouvertement assumé du gouvernement des travailleurs. Les camarades partagent certes la volonté de s'implanter dans la classe ouvrière, et le font dans la pratique, mais ils/elles sous-estiment l'importance du combat proprement politique dans les syndicats, alors que nous proposons d'y construire un courant lutte de classe antibureaucratique. Enfin, les camarades négligent dans leur plateforme des questions centrales, comme celle de l'anti-impérialisme ou de l'écologie, dont ils/elles ne disent presque rien.

Enfin, sur un plan plus général, nous constatons l'écart entre le texte des camarades de la PY pour le congrès et leur pratique réelle, qui est souvent très parasyndicale et fait appel parfois à des méthodes administratives, notamment dans le secteur jeune qu'ils/elles dirigent. Au CPN, les camarades de la P2 ont toujours voté pour les résolutions de la majorité de direction, même lorsqu'elles revêtaient un caractère opportuniste ou entretenaient la confusion. Ils/elles ont d'ailleurs co-dirigé le parti entre la CN de 2011 (sur la base d'un texte de 20 lignes !) et celle de 2012. Depuis le congrès de 2011, ils/elles n'ont eu de cesse de s'opposer de façon quasi-systématique à nos amendements qui s'efforçaient pourtant d'être limités et constructifs, par exemple quand nous proposons de mettre en avant l'objectif de l'expropriation des grands groupes industriels ou celui du gouvernement des travailleurs ! Enfin, par deux fois, la majorité des camarades de la P2 au CPN ont voté contre l'intégration de la P4 au CE. En un mot, même si nous continuerons à proposer systématiquement des accords aux camarades de la PY pour avancer vers un NPA révolutionnaire et pour des collaborations entre courants de gauche du parti, nous restons circonspect-e-s sur leur mise en avant pour le congrès de positions bien plus radicales que celles qu'ils/elles ont défendues jusqu'à présent et dont ils ne tirent aucun bilan. De ce point de vue, c'est en votant pour notre plateforme que les camarades partisan-e-s d'un parti révolutionnaire pourront le plus peser en ce sens...

A. (47), C. (Commission nationale écologie, 55), C. (Comité d'animation 78), D. (CPN sortant P4/Équipe d'animation 93), E. (94), F. (Secrétariat 85), F. (36), G. (36), J-B. (93), J-B. (13), J. (75), L. (CPN P4 sortant, 75), L. (CPN sortant P4, 75), M. (CPN sortant P4, 28), M. (30), M. (CPN sortant P4, 75), P. (06), R. (Secrétariat national jeune, 75), S. (Groupe de travail économique/Secrétariat 75), V. (CPN sortant P4, bureau 68).

Mettre en échec le patronat et le gouvernement Hollande par la lutte des classes

On peut prévoir que la crise et la politique du gouvernement au service du capitalisme vont provoquer des luttes plus nombreuses et plus radicales en France (comme cela a déjà commencé dans le Sud de l'Europe). Il est donc crucial que notre parti s'y prépare au mieux en définissant clairement ses priorités et son orientation. Le cœur de notre activité immédiate doit être de mobiliser les travailleurs/ses, les jeunes, les révolté-e-s contre les attaques du patronat et du gouvernement, avec l'objectif de les mettre en échec. En même temps, nous avançons de manière combinée et constante nos propres idées, un programme de transition menant vers l'objectif du socialisme, donc du gouvernement des travailleurs.

I. Situation politique

1. La politique du gouvernement Hollande-Ayrault s'annonce pire que celle de Sarkozy

L'aggravation de la crise conduit à des dizaines de milliers de licenciements supplémentaires et à une continuité essentielle entre la politique de Hollande et celle de Sarkozy, à part la différence de style et quelques mesures progressistes partielles comme le droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuel/les ou quelques mesures pour les droits des femmes. **Les entreprises françaises ne sont pas assez compétitives pour les exigences actuelles du capital, car les acquis sociaux, bien ébréchés ces dernières années, subsistent grâce à la résistance des travailleurs/ses et de la jeunesse depuis 1995** (bien plus qu'au Royaume-Uni depuis Thatcher et qu'en Allemagne depuis Schröder). C'est pourquoi, tout en laissant les patrons licencier à tours de bras, la mission de Hollande-Ayrault se concentre sur deux points : **1) un « choc de compétitivité »** qui s'attaque aux contrats de travail (remise en cause du CDI...) et à la Sécu (basculement de cotisations patronales vers la CSG...); **2) l'austérité**, avec le non-remplacement de deux fonctionnaires sur trois (hors Éducation nationale et police), la baisse des dépenses de fonctionnement, la stagnation du salaire des fonctionnaires... De ce point de vue, **ce n'est pas une continuité avec Sarkozy, mais une nette aggravation qui est en cours !** À cela s'ajoutent la chasse aux Roms, l'expulsion toujours aussi massive des personnes sans-papiers, la politique sécuritaire de Valls et la répression policière brutale (salon de l'auto 9 octobre, Notre-Dame-des-Landes, extradition d'Aurore Martin...). Quant à l'écologie, le gouvernement poursuit la même politique catastrophique que la droite en matière d'énergie, d'agriculture et de projets destructeurs de l'environnement.

2. La crise de la droite est stratégique et relance la dynamique lourde de dangers de l'extrême droite

Sarkozy a fait passer beaucoup de contre-réformes, mais ni autant, ni aussi vite qu'il l'aurait voulu. Car les travailleurs ont résisté avec de grands mouvements (automne 2007, printemps 2009 et surtout automne 2010) et de nombreuses luttes partielles. Sarkozy a d'abord réussi à associer les syndicats à l'élaboration de ses attaques, mais après la réforme des retraites les bureaucrates n'ont plus osé aller « négocier » avec lui aussi ouvertement qu'au début du quinquennat. La méthode autoritaire étant par ailleurs risquée, la droite s'est retrouvée en difficulté pour poursuivre les contre-réformes. C'est d'ailleurs cette limite stratégique du quinquennat de Sarkozy qui explique la violente crise de l'UMP : au-delà de la guerre des chefs, la tragicomédie révèle l'impossibilité pour la droite française de rester, en temps de crise, à mi-chemin entre la méthode trop lente des contre-réformes progressives qui avait dominé l'ère Chirac et celle préconisée notamment par la « Droite forte ». Ce courant populiste arrivé en tête lors de la consultation interne de l'UMP, propose de « tout changer », c'est-à-dire une reconfiguration globale des rapports sociaux par l'écrasement des syndicats et du droit de grève et une lutte frontale contre les « assistés » et les Musulmans. Cela pourrait préparer un rapprochement de secteurs de l'UMP avec l'extrême droite dès les municipales de 2014 (l'un des fondateurs de la Droite forte, Guillaume Peltier, est d'ailleurs ancien dirigeant du FNJ) et la crise de l'UMP relance la dynamique militante du FN qui avait déjà bénéficié à fond des retombées du sarkozysme lors de la présidentielle. De ce point de vue, le danger de l'extrême droite est de plus en plus grave.

3. Collaboration des directions syndicales et soutien critique du Front de gauche au gouvernement

Pour le moment, toutefois, **l'alternance politique est du pain béni pour la bourgeoisie, qui compte sur le PS pour relancer le rouleau compresseur des contre-réformes. En effet, les directions syndicales se sont plus que jamais engouffrées dans le « dialogue social » avec Hollande-Ayrault-Sapin et le patronat.** Les meilleurs atouts du gouvernement, ce sont les Chérèque/Berger, Mailly et autres Thibault/Le Paon, qui participent à fond aux concertations sur les restructurations des entreprises pour « accompagner » les licenciements, voire les accords

emploi-compétitivité, sur la « réforme en profondeur » du Code du travail, sur la réforme globale du financement de la Sécurité sociale, etc. Sur le plan des organisations politiques, **les dirigeant-e-s du Front de gauche jouent le même rôle que ses alter ego syndicaux**. Certes, le PC et le PG ne participent pas au gouvernement et la majorité absolue du PS leur a permis d'éviter le débat sur leur entrée dans la majorité parlementaire. Mais ils participent à la gestion des régions et de nombreuses collectivités avec le PS et ils ne cessent de répéter qu'ils ne sont pas dans l'opposition à ce gouvernement, ce qui revient de fait à lui apporter un « soutien critique ». Ainsi, ils se démarquent sur le TSCG pour affirmer leur existence dans le paysage politique, mais votent pour le collectif budgétaire en juillet, pour les emplois d'avenir qui aggravent la précarisation des jeunes travailleurs/ses, etc. Et surtout, quels que soient leurs votes au Parlement (où le PS n'a pas besoin d'eux pour faire passer ses lois), PC et PG, comme les directions syndicales, refusent de mobiliser contre le gouvernement ou canalisent les luttes sur le terrain de la concertation et des institutions, faisant obstacle au développement des grèves et de la radicalité. Bref, ils refusent de se battre pour mettre en échec Hollande-Ayrault, mais ils n'hésitent pas à mettre en échec les luttes !

II. Orientation

1. Intervenir dans les luttes : implantation, auto-organisation, initiatives

Nous participons aux luttes avec comme premier objectif de les aider à gagner. Cela suppose de prendre des initiatives volontaristes et concrètes pour :

a) l'implantation dans les secteurs stratégiques du prolétariat, les lieux de travail, la jeunesse et les quartiers populaires, afin de gagner de la crédibilité en tant que militant-e-s politiques, de nous préparer au mieux aux luttes, d'y participer pleinement quand elles ont lieu ; cela suppose de recenser nos implantations actuelles, de les renforcer et de les étendre, de coordonner les camarades par secteurs...

b) la pleine appropriation des luttes par celles et ceux qui les font, c'est-à-dire l'auto-organisation, les Assemblées générales démocratiques, les comités de grève, des délégué-e-s élu-e-s, mandaté-e-s, révocables. C'est la seule solution pour prendre les décisions les plus pertinentes par la mise en commun des intelligences comme pour éviter les trahisons par des bureaucrates. Cela permet aussi de dépasser les divisions, d'intégrer dans la lutte les travailleurs/ses de différents statuts (CDI, CDD, intérimaires, hommes et femmes, Français et immigrés...), les syndiqué-e-s et les non-syndiqués. Cela donne enfin la parole à celles et ceux qui en sont habituellement privé-e-s et le développement de la conscience de classe par la discussion politique et la pratique décidée en commun.

c) l'unité des organisations qui participent à la lutte sur la base de revendications précises, afin de permettre la mobilisation des masses à l'échelle la plus large pour que le nombre fasse force : c'est le front unique (frapper ensemble, marcher séparément). C'est aussi le meilleur moyen de souder des équipes militantes. Le front unique ne peut se faire que sur des revendications et des actions précises, qui ne sont pas définies *a priori* (elles peuvent aller du combat pour les salaires à l'exigence d'expropriation sans indemnités ni rachat sous contrôle des travailleurs d'une entreprise qui licencie...), mais dépendront de l'intensité des luttes, de la radicalisation de l'avant-garde, du rapport de forces en général, intégrant notre propre capacité à peser en ce sens.

d) l'activité pour étendre les luttes et œuvrer à leur convergence afin d'être plus fort-e-s et de faire le lien entre les revendications et les intérêts des travailleurs/ses des différents secteurs, avec l'objectif de la *grève générale* comme meilleur moyen d'infliger une défaite majeure au patronat et au gouvernement.

e) la construction avec les militant-e-s combatif/ves d'un courant lutte de classe dans les syndicats. Par leur capacité de mobilisation, mais aussi par le nombre de leurs équipes et de leurs militant-e-s de terrain souvent remarquables, les syndicats jouent un rôle particulièrement important dans la configuration des rapports sociaux en France. C'est pourquoi nous devons y mener un combat particulier. Il est urgent de *coordonner l'activité syndicale de nos propres camarades*, par une activité de recension, de discussions spécifiques par secteur et de coordination (notamment pour les luttes, mais aussi pour les congrès, etc.). De plus, nous devons *prendre des initiatives concrètes (appels, contacts, rencontres...)* pour un courant lutte des classes antibureaucratique, qui ne regrouperait pas seulement les camarades du NPA, mais toutes celles et ceux qui veulent construire des syndicats pour lutter et coordonner, non pour « dialoguer » avec l'ennemi de classe.

f) la participation aux luttes démocratiques, écologistes, antiracistes, antifascistes, féministes, LGBTI, aux associations de quartiers populaires et aux organisations de solidarité internationaliste, etc., est indispensable pour mobiliser l'ensemble des secteurs exploités et opprimés de la société. Elle obéit aux mêmes principes que l'intervention dans les luttes ouvrières et les syndicats : auto-organisation, front unique, regroupement de l'avant-

garde...

2. Gagner à nos idées : indépendance de classe, programme transitoire, déchantations avec les réformistes

Dans les luttes, dans les syndicats et dans les autres cadres d'action de masse, notre activité vise également à faire de la politique, c'est-à-dire de permettre à celles et ceux qui luttent d'aller le plus loin possible dans leurs revendications et leur conscience vers le combat proprement politique contre le gouvernement PS et la mise en cause du capitalisme lui-même. Nous essayons de convaincre de nous rejoindre les militant-e-s des organisations réformistes qui participent aux luttes, en les aidant à prendre conscience du rôle de leurs directions qui souvent trahissent les luttes ou leur font obstacle. Plus généralement, nous faisons tous nos efforts pour gagner l'avant-garde des luttes à notre programme, à notre parti. C'est pourquoi :

a) Nous menons une agitation permanente pour l'indépendance de classe, donc contre le gouvernement Hollande-Ayrault, nous faisons tout pour le discréditer, pour mettre fin aux dernières illusions qui peuvent exister, et nous appelons les travailleurs/ses et les organisations à le combattre frontalement.

b) Nous dénonçons ouvertement les dirigeant-e-s du Front de gauche et les directions syndicales (et toute autre organisation réformiste significative) quand ils soutiennent le gouvernement, collaborent avec lui, refusent de s'y opposer. Et, quand ils le critiquent sur telle ou telle question (TSCG, Notre-Dame-des-Landes, budget...), nous les interpellons publiquement pour qu'ils rompent réellement avec lui, pour qu'ils appellent eux aussi à le combattre, pour l'unité des organisations du mouvement ouvrier contre le gouvernement. Pour autant, vu ce que sont aujourd'hui les directions syndicales et le Front de gauche, nous ne semons aucune illusion sur la possibilité de nous mettre d'accord avec les directions réformistes sur un programme de rupture global avec le capitalisme, au-delà de revendications et d'actions précises plus ou moins avancées. En particulier, nous ne ferons aucun accord national avec le FdG à l'occasion des prochaines élections (municipales, européennes, etc.) — et toute alliance avec des forces issues du réformisme qui se radicaliseraient réellement ne pourrait être décidée que par le CPN.

c) Nous avançons dans une logique transitoire qui, partant des revendications, mène à l'objectif d'en finir avec le système capitaliste, de construire le socialisme, donc à la nécessité de la prise de pouvoir par les travailleurs/ses. Par exemple, nous mettons en avant les mots d'ordre suivants :

- Égalité totale des Français et des immigrés, régularisation des sans-papiers, droit de vote des immigrés à toutes les élections, abrogation de toutes les lois anti-immigrés, liberté de circulation et d'installation sur tout le territoire ;

- Égalité totale des hommes et des femmes, combat contre le sexisme sous toutes ses formes et le patriarcat ;

- Égalité des droits sans condition de sexualité : au-delà des acquis de la loi PS, droit à l'adoption sans mariage, droit à la procréation médicalement assistée pour toutes ;

- Annulation de la dette publique et création des emplois nécessaires pour défendre et développer les services publics en les plaçant sous contrôle des travailleur/ses et des usagers/ères ;

- Non aux suppressions d'emplois et aux fermetures d'entreprises ; occupation et relance de la production sous contrôle ouvrier de toute entreprise qui ferme ou licencie ; nous mettons aussi en avant le mot d'ordre d'interdiction des licenciements non en laissant croire que ce serait possible par une loi ou de façon générale dans le cadre du capitalisme, mais en l'articulant avec la nécessité d'en finir avec le système, d'un gouvernement des travailleurs ;

- Ouverture des livres de compte des entreprises, fin du secret commercial ;

- Expropriation sans indemnités ni rachat et sous contrôle des travailleur/ses des banques, des secteurs clés de l'économie (grands groupes de production, de distribution, de transports, d'énergie,...), des entreprises qui licencient (PSA, Arcelor, Sanofi...) ;

- Réduction du temps de travail jusqu'à la disparition du chômage ;

- Augmentation des salaires et revenus et indexation sur les prix ;

- Sortie du nucléaire sur la base d'un plan anticapitaliste en 10 ans, décroissance planifiée de la consommation d'énergies fossiles, reconversion des industries polluantes ou nocives, généralisation de l'agriculture biologique et du recours aux énergies renouvelables disponibles partout et en abondance, perspective d'une relocalisation économique, démocratique et socialiste de la gestion de ces ressources.

Pour appliquer l'ensemble de ce programme, il faudra un gouvernement des travailleurs qui collectivise les grands moyens de production et planifie démocratiquement l'économie sur la base de l'auto-organisation ouvrière et populaire.

d) Nous faisons une propagande constante, en utilisant notre presse, nos réunions publiques, nos passages dans les médias, nos réunions de formation qui doivent se multiplier. Nous proposons une analyse marxiste de la crise, en démontant les illusions keynésiennes semées par les réformistes, en expliquant qu'il n'y a pas de solution favorable aux travailleurs/ses si l'on reste dans le cadre du capitalisme. Nous expliquons que nous voulons en finir

avec le capitalisme et ce qu'il engendre : la misère, l'exploitation, l'oppression, les guerres, le productivisme, le consumérisme, la destruction de la planète. Nous voulons aussi liquider les institutions de la V^e République, les préfectures, l'armée, la police (non seulement la BAC et les polices municipales) et le système judiciaire de la bourgeoisie, etc., auxquels nous opposons le pouvoir des travailleurs auto-organisés à tous les niveaux et dans tous les domaines. Nous dénonçons l'Union européenne et sa monnaie, l'euro, qui servent uniquement d'instruments contre les acquis des travailleurs/ses, tout particulièrement dans l'intérêt des bourgeoisies les plus puissantes d'Europe ; nous lui opposons la perspective d'une Europe socialiste, qui ne pourra se construire qu'à partir de gouvernements des travailleurs en rupture avec les institutions nationales et européennes. En un mot, nous assumons publiquement notre « identité » révolutionnaire, car nous sommes convaincu-e-s que des milliers de travailleur/ses, de jeunes et de révolté-e-s sont prêt-e-s aujourd'hui à s'y reconnaître et à nous rejoindre dans les idées comme dans les luttes !

PS : Sans défendre nécessairement les mêmes positions sur les fenêtres alternatives qu'elle contient, nous appelons à voter pour la motion féministe soumise aux AG et au congrès.

Plateforme Z — Texte 2 : Sur le projet du NPA

Six questions à trancher pour refonder le NPA

Il est à la fois urgent et possible que ce congrès sorte enfin le parti de la crise et lui redonne l'élan nécessaire pour intervenir dans les luttes, défendre nos idées et réattirer des milliers de travailleur/ses, de jeunes, de révolté-e-s. Cela suppose de trancher un certain nombre de questions importantes. Nous ne prétendons nullement qu'il soit possible de tout régler dès ce congrès, mais considérons que si nous ne changeons rien, alors le déclin du parti continuera et l'échec deviendra irréversible.

Sans prétendre faire ici un bilan global du NPA depuis sa fondation, il nous semble indispensable de partir d'un certain nombre de constats sur ce qui n'a pas marché pour pouvoir discuter de façon concrète de la nécessaire refondation du parti :

- Le premier constat est que les délimitations stratégiques dont s'était dotées le NPA lors de sa fondation se sont révélées insuffisantes dans la mesure où elles cachaient des projets politiques différents. Le départ d'une fraction du parti vers le Front de Gauche en est le symptôme le plus clair.
- Le deuxième est que le NPA n'a pas été en mesure de jouer un rôle significatif dans les échéances de la lutte de classes telles qu'elles se sont présentées. Lors de la plus importante, la bataille des retraites, nous nous sommes beaucoup dépensé-e-s, mais force est de constater que nous n'avons été capables ni de peser un minimum sur le cours de la lutte, ni de gagner au parti les travailleurs/ses et les jeunes les plus radicalisé-e-s.
- Enfin, le troisième constat, c'est que nous avons été plus généralement incapables d'entraîner vers nos idées, au-delà de la dynamique du processus constituant, des jeunes générations qui pourtant sont souvent à la recherche d'une perspective politique et militante face à la crise du système capitaliste.

Selon nous, ces faiblesses importantes ont un rapport évident avec celles du projet initial et les choix d'orientation et de méthode faits depuis la fondation. On ne peut les expliquer seulement par des facteurs objectifs extérieurs comme la gravité de la crise ou la défaite des luttes (en fait souvent trahies par les directions syndicales amies du Front de gauche). D'autant plus que, malgré l'absence de victoire décisive, il existe une frange grandissante des travailleurs/ses qui se radicalise, que nous aurions pu gagner sur la base de ses expériences. C'est pourtant la seule grille d'analyse avancée par la direction sortante, qui a laissé délibérément les questions de fond dans le flou depuis le début, puis au congrès de 2011, aux CN de 2011 et de 2012... et qui nous propose maintenant d'éviter tout bilan pour continuer encore, comme si de rien n'était ! La GA a quant à elle tranché un certain nombre de ces questions dans le sens de l'opportunisme, voire de la capitulation à l'égard du réformisme. Nous proposons de les trancher au contraire dans un sens révolutionnaire pour remettre le parti sur de bons rails. C'est le sens de notre plateforme et nous sommes convaincu-e-s que le début de la reconstruction passe par de vraies discussions auxquelles participent toutes et tous les camarades, toutes les tendances et sensibilités, avec sur les différents points des majorités et des minorités claires permettant d'agir ensemble dans les luttes.

1) Construire un NPA ouvertement révolutionnaire

Être anticapitaliste, est-ce forcément être révolutionnaire ? La question doit être clarifiée. La formule négative

d'« anticapitalisme » est source de nombreuses ambiguïtés. Les réformistes la reprennent parfois, notamment depuis la fondation du NPA, en lui donnant alors le sens d'être hostiles au capitalisme, de vouloir taxer les capitalistes, voire de rêver de s'en débarrasser un jour, mais après de nombreuses victoires électorales et une longue phase d'intervention dans les institutions — avec bien sûr aussi des mobilisations pour pousser... Par ailleurs, l'argumentation par laquelle la GA a justifié son choix de rejoindre le FdG a montré qu'il y avait dans notre propre parti une immense confusion sur le périmètre de l'« anticapitalisme », intégrant pour certains l'« anti-libéralisme », etc. Or il n'y a aucune compatibilité entre notre projet révolutionnaire et celui du FdG qui nous rebat les oreilles avec ses illusions keynésiennes, ses prétendues solutions institutionnelles, son républicanisme bourgeois, son chauvinisme, son soutien à la « puissance de la France ».

Selon nous, **seul le programme révolutionnaire est réellement anticapitaliste**. Il s'agit d'en finir avec le système capitaliste et cela passera nécessairement par une révolution. Celle-ci est un processus, une transformation révolutionnaire de la société, de la production et de la division du travail, de tous les rapports sociaux, mais elle passe par des mesures transitoires : l'annulation de la dette, l'expropriation des capitalistes, la planification démocratique de l'économie en fonction des besoins, le contrôle des flux commerciaux, la suppression des marchés financiers, le monopole socialisé du crédit, la création d'une monnaie inconvertible, l'extension internationaliste... Tout ceci implique la prise du pouvoir par les travailleurs/ses à tous les niveaux de la société et par conséquent la destruction de l'Etat bourgeois qui ne pourra ni être réformé, ni même servir de point d'appui pour développer les mobilisations dans un sens révolutionnaire. Toute l'histoire de notre classe au XX^e siècle est là pour en témoigner. Assumer le NPA comme un parti révolutionnaire, c'est revendiquer ces mesures et ces objectifs et les opposer clairement à ceux des réformistes (quelle que soit la forme de l'expression) pour en convaincre les travailleurs/ses et les jeunes.

C'est aussi **revendiquer le projet d'une société** débarrassée de la misère et de l'exploitation, de l'oppression et de l'aliénation, de la souffrance et de l'absurdité, du productivisme et de l'empoisonnement généralisé de l'air, de l'eau, de la nourriture... À cela nous opposons la volonté et la possibilité d'une société radicalement différente, une société égalitaire et émancipatrice, permettant le « bien vivre » et l'épanouissement de tou-te-s. Nous revendiquons haut et fort ce projet historique : l'Internationale ne se chante pas à mi-voix. Car les travailleur/ses ont besoin, pour se battre de façon radicale ici et maintenant, d'être animé-e-s par la conviction que ce système monstrueux peut être abattu et remplacé par un autre. Il ne s'agit pas d'utopies : les révolutions du passé, la libération de la parole et de l'action par la démocratie ouvrière dans le cadre des luttes auto-organisées, celle des usines autogérées, etc., sont autant d'expériences réelles qui préfigurent ce qu'il est possible de faire pour transformer la réalité.

2) Pour un parti de la classe ouvrière : donner la priorité à la lutte des classes, implanter le parti dans les secteurs stratégiques

Vouloir construire le parti en priorité dans la « classe ouvrière », est-ce être « ouvriériste » ? Est-ce considérer comme secondaires les questions démocratiques, anti-racistes, féministes, écologistes ? Si nous pensons que le NPA doit s'implanter en priorité dans les secteurs stratégiques (grandes usines, transports, énergie, communications, banques...), c'est **par réalisme : les travailleurs/ses de ces secteurs ont le plus de pouvoir pour bloquer la production, frapper les patrons au portefeuille et, demain, impulser la réorganisation de l'économie**. Il faut donc se donner, *comme parti*, des priorités d'implantation et d'intervention (même de l'extérieur). D'autant plus qu'il existe des secteurs radicalisés au sein de notre classe — ceux qui ont mené des luttes dures contre les fermetures en 2009, ceux qui ont tenté, sans réussir malheureusement, d'aller au-delà des journées saute-mouton imposées par les directions et de construire la grève générale en 2010 ou encore ceux qui ont mené les bagarres de ces derniers mois en dépit de toutes les entraves imposées par les bureaucraties syndicales : c'est par la fusion avec ces secteurs que nous réussirons à construire le NPA comme un parti ancré dans la classe ouvrière et ne dépendant pas des succès médiatiques et des oscillations politiques du Front de gauche. Cela ne signifie en aucun cas qu'il ne faille pas organiser et mobiliser aussi les travailleurs/ses des petites entreprises, de la santé, de l'éducation, etc. : il est décisif également de s'implanter là où l'on travaille et les comités de branche gagneraient de ce point de vue à être généralisés dans la mesure du possible. De façon générale, il faut se construire dans la classe ouvrière car nous ne voulons pas simplement être le parti des luttes et des mouvements sociaux, mais nous pensons que les travailleurs sont la seule force capable d'articuler les revendications sociales et démocratiques, d'entraîner avec eux l'ensemble des opprimé-e-s et des exploité-e-s dans l'affrontement contre la bourgeoisie.

S'implanter en priorité dans le prolétariat ne signifie pas qu'on ne doive parler que des questions de l'emploi et des salaires, moins encore qu'on doive tomber dans le parasyndicalisme ! Au contraire, **le parti a comme tâche de discuter avec les prolétaires de propositions sur l'ensemble des questions qui se posent dans la société et qui**

montrent l'exploitation, l'oppression, la nécessité de la renverser... C'est tout particulièrement le cas du racisme, du sexisme et de l'homophobie, qui sont à la fois intolérables en eux-mêmes et sources de division de la classe ouvrière ; de ce point de vue, la dénonciation de l'extrême droite et, dès que nécessaire, l'auto-défense contre ses attaques, dans l'unité des organisations du mouvement ouvrier, doivent être des préoccupations constantes. Il en va de même des ravages écologiques, qui abîment immédiatement la santé des travailleurs, préparent des désastres sociaux et humains considérables, mais sont aussi de formidables vecteurs de mobilisation ; il est très important que dans son expression régulière, notre parti s'attelle à faire le lien entre luttes sociales et écologiques, en réfléchissant à des mots d'ordre permettant de les articuler (à ce titre, nos propositions de réorientation de l'outil industriel du nucléaire vers le renouvelable peuvent servir d'exemple).

3) Articuler les revendications à l'objectif central du gouvernement des travailleurs et du renversement du système

Le « gouvernement des travailleurs », est-ce une marotte de gauchistes ? Les discussions à ce sujet montrent que, pour certain-e-s camarades, il s'agit d'un objectif lointain et qu'on pourrait en attendant se battre pour un bon gouvernement de gauche ou un gouvernement anti-austérité, comme celui que défend Syriza en Grèce. Cette pente est dangereuse et a pu conduire dans un passé récent à soutenir le gouvernement de Lula au Brésil ou de Prodi en Italie. Pour nous, le gouvernement des travailleurs pourra certes avoir des formes diverses (gouvernement issu d'un comité central de la grève générale, gouvernement élu par les « communes », des « conseils » ou des « AG » fédérés au niveau national, gouvernement d'organisations du mouvement ouvrier s'appuyant sur les luttes et prenant les premières mesures révolutionnaires d'expropriation des capitalistes et de construction d'une démocratie ouvrière, etc.) ; mais dans notre propagande actuelle il s'agit de montrer, par cette formulation, que les travailleurs/ses ne peuvent compter que sur leurs propres forces, sur leur auto-organisation et leurs organisations s'ils/elles les contrôlent, se battre pour le pouvoir politique et rompre avec les institutions bourgeoises. **Nous proposons d'articuler systématiquement le programme des revendications actuelles de la classe ouvrière et des mesures transitoires que nous proposons avec cet objectif afin de ne pas laisser croire qu'il serait possible de les réaliser globalement et durablement dans le cadre du système et de l'État bourgeois.**

De ce point de vue, **il faut en finir avec l'ambiguïté du mot d'ordre « interdiction des licenciements »**. Le NPA a fortement contribué à le populariser. Mais, alors que les travailleur/ses nous interrogent, nous n'avons jamais tranché la question de savoir comment expliquer la façon d'y parvenir. Notre mot d'ordre manque dès lors de crédibilité politique. Or O. Besancenot tranche le problème en répétant sans cesse dans les médias (sans mandat en ce sens !) qu'il faudrait une « loi » pour « interdire les licenciements », et en demandant à Hollande de la faire (tandis que les député-e-s FdG proposent une loi pour « interdire les licenciements boursiers »)... Pourtant, **jamais un gouvernement bourgeois n'interdira les licenciements en général !** En disant cela, on ne fait donc que semer la confusion. Il faut se battre concrètement contre les plans de licenciements (zéro licenciement, non aux fermetures, nationalisation ou socialisation sans indemnités et sous contrôle des travailleurs des groupes qui licencient, etc.) et **avancer l'interdiction des licenciements comme la mesure que prendrait un gouvernement des travailleurs**, seul à même de rompre avec le capitalisme en collectivisant les entreprises (et en permettant la reconversion de celles qui polluent, sont dangereuses ou produisent des choses inutiles ou nocives).

4) Clarifier la question de l'« unité »

Une des discussions qui ont le plus agité le parti a été celle de l'alliance ou non avec le FdG et plus généralement des rapports avec lui. Cette discussion a concerné à la fois les échéances électorales et les mobilisations. Pour la GA, il fallait s'allier avec le FdG dans les élections. Pour d'autres, il ne le fallait pas, mais il s'agirait de constituer un « front politique » avec lui, un « front avec le front ». La formule d'« opposition de gauche » au gouvernement Hollande, qui relève d'une logique parlementaire, est ambiguë car elle laisse ouverte ces possibilités. Il est donc important de clarifier une bonne fois, afin que le parti ne soit pas de nouveau paralysé et/ou divisé aux prochaines élections, mais surtout dans les luttes immédiates. **L'unité de notre classe doit être systématiquement recherchée** à la fois pour combattre les divisions entretenues par le capitalisme (concurrence, hiérarchies, sexisme, racisme...) et pour être efficaces dans les luttes. **Mais cela ne justifie en aucun cas qu'on renonce à l'indépendance politique**, c'est-à-dire à défendre publiquement ses propres idées. Le principe nous semble assez clairement énoncé dans la formule fameuse du « front unique ouvrier » : *« marcher séparément, frapper ensemble »*. Cela signifie à notre avis qu'on ne fait **pas d'accords programmatiques avec les réformistes**. Autrement dit, on ne se lie pas à eux sur des engagements et des expressions communes qui impliquent une acceptation même partielle de leurs positions réformistes. Il n'y a aucune raison de signer des appels réformistes : l'unité de la classe ne se réalise pas sur des appels ; en revanche, ceux-ci peuvent entretenir la confusion politique ! Par exemple, on aurait très bien pu appeler à manifester contre le TSCG en même temps que

le FdG sans signer avec lui un texte qui appelle à une « consultation citoyenne » (c'est-à-dire un référendum), au sauvetage de l'euro et à la démocratisation de l'UE capitaliste. **Pour réaliser l'unité, il faut tout simplement agir ensemble pour des revendications communes claires, sur des mots d'ordre précis**, par des grèves, des manifestations, y compris dans certains cas des collectifs unitaires, à condition qu'ils ne soient pas des coquilles vides d'appareils, mais servent réellement à mobiliser les travailleurs/ses. Par ailleurs, nous pouvons nous allier sur des questions programmatiques partielles à des forces qui se réclament de la révolution comme LO, AL, la CNT, etc., avec qui les discussions de fond méritent d'être menées malgré nos divergences bien plus qu'avec les appareils du FdG !

5) Être plus concrètement internationalistes et anti-impérialistes

En général, le parti affiche son soutien aux luttes dans le monde, mais nous prenons rarement des **initiatives de solidarité pratiques**. Le sentiment d'avoir peu de prise sur les événements d'autres pays est compréhensible, mais l'intérêt de mobiliser les travailleurs/ses et la jeunesse sur ces questions, même à une échelle limitée, est important si nous voulons forger des militant-e-s internationalistes capables de résister à la pression chauvine, d'aider les travailleurs/es à dépasser les divisions racistes, etc. Il est aussi crucial d'approfondir les relations, mais aussi les discussions politiques avec les organisations d'autres pays, en Europe et au-delà, avec l'objectif d'une organisation anticapitaliste révolutionnaire internationale.

En particulier, **militant dans un pays impérialiste, nous devons être au premier rang de la dénonciation de « notre » propre État, la France**, qui continue à contrôler de véritables possessions coloniales, notamment aux Antilles, en Kanaky ou à La Réunion, qui intervient militairement ou entretient des bases permanentes à l'étranger, notamment en Afrique et soutient des dictatures partout dans le monde, ainsi que l'État sioniste contre les Palestiniens. C'est la raison pour laquelle nous devons mener une campagne contre le projet d'intervention militaire de la France au Nord-Mali, sous couvert de la CEDEAO. Cette politique néo-coloniale, on la voit également à l'œuvre dans les pays du Maghreb et du Machrek : la France reste la principale tutelle de la Tunisie, elle a joué un rôle décisif dans le bombardement de la Libye et la canalisation du soulèvement vers le CNT (Conseil national de Transition), instrument de la recolonisation impérialiste, et elle reste le fer de lance d'une intervention discrète mais efficace en Syrie auprès du CNS et des groupes qui s'en réclament, agents de l'impérialisme au sein du soulèvement populaire contre Assad. **Notre soutien complet à ce soulèvement et nos efforts pour mobiliser les travailleurs/ses et le mouvement ouvrier ne doivent pas justifier un quelconque renoncement à notre combat anti-impérialiste ou sa négligence**. Le gouvernement français et les autres gouvernements bourgeois n'apportent et n'apporteront aucun soutien aux processus révolutionnaires comme tels et leurs interventions hypocrites ne servent qu'à prendre le contrôle des soulèvements pour mieux les contrôler, voire les briser quand c'est nécessaire pour leurs intérêts.

Enfin, **tout recul ou toute avancée de l'impérialisme en général et du « nôtre » en particulier modifie en dernière instance les rapports de forces internes au niveau hexagonal**. C'est la raison pour laquelle nous ne serons jamais dans le camp de « la république » et que, en cas d'intervention militaire impérialiste dans un pays dominé, nous sommes pour sa défaite. Nous nous situons résolument aux côtés des peuples et des forces qui entament et remettent en cause la mainmise de l'impérialisme français, sans pour autant renoncer à notre programme et notre orientation.

6) Pour un NPA efficace et démocratique

La question du fonctionnement, qui se joue non seulement dans les textes mais surtout dans la pratique, est inséparable de notre projet politique. À l'inverse, la volonté affichée d'une partie de la direction d'entretenir le flou sur des questions de stratégie, de programme et d'orientation, en étouffant les discussions de fond, explique en grande partie que les manœuvres d'appareils se soient substituées aux débats politiques pourtant indispensables et que des dérives anti-démocratiques se soient manifestées dès le début (la volonté acharnée d'exclure par une motion les militants de la P4, jusqu'à son rejet démocratique par les militant-e-s lors du congrès de 2011, en étant un exemple caricatural). La solution n'est ni de remettre en cause l'importance des tendances dans la vie du parti, ni de prendre des mesures administratives contre leur expression publique, comme le proposent certain-e-s camarades : cela ne pourrait conduire qu'à de nouvelles régressions démocratiques. La solution, c'est au contraire de renouer avec les discussions de fond, de permettre aux idées et aux discussions de se déployer pleinement, de les confronter à la réalité, tout en assurant l'efficacité du parti pour l'intervention dans les luttes, l'implantation dans la classe ouvrière, à commencer par les secteurs stratégiques, dans la jeunesse et les quartiers populaires. C'est pourquoi nous défendons des principes de fonctionnement en cohérence avec notre projet de parti anticapitaliste et révolutionnaire :

- ***Un parti de militants pour l'intervention dans la lutte de classes***

Le fonctionnement de notre parti doit être à la fois conforme à nos principes (démocratie, combat contre les oppressions, effort pour former des militant-e-s révolutionnaires, etc.) et efficace pour nos choix stratégiques et d'orientation. Ainsi, notre but d'organiser le renversement révolutionnaire de ce système à partir des luttes des travailleurs et de la jeunesse nous impose la tâche de construire un parti de militant-e-s déterminé-e-s et organisé-e-s au service de l'intervention dans la lutte de classes. En lien avec cet objectif, là où cela est possible, les comités par lieu de travail et d'étude ou par branche doivent être privilégiés.

- ***Toute la place à l'initiative des comités, renforcement du lien avec la direction***

Les comités sont l'instance première de l'élaboration et de l'intervention du parti et leurs initiatives doivent être encouragées et appuyées. Pour cela, il faut garder le principe d'une autonomie relative des comités. En même temps, il faut renforcer la coordination du parti et le lien entre les comités et le CPN, dans les deux sens : faire en sorte que les plateformes s'efforcent de permettre au mieux la représentation d'un maximum de départements au CPN ; préparation et compte-rendu du CPN dans les comités ou en AG (ce qui suppose notamment d'en recevoir les textes suffisamment à l'avance) ; remontée au CPN de bilans, propositions, motions des comités ; mise en place de directions intermédiaires dans les grandes villes et les départements pour impulser et coordonner l'activité locale du parti, articulant les orientations nationales et les diversités territoriales.

- ***Le rôle de la direction et son contrôle sur le CE et les porte-paroles***

Le CPN ne doit pas être une sorte de chambre d'enregistrement des décisions politiques prises ailleurs, mais la direction légitime du parti, chargée de définir une orientation nationale cohérente, d'impulser et de coordonner notre activité. Le CE doit cesser de « régner » sans contrôle réel du CPN et avoir un mandat clair de celui-ci. De même, les porte-paroles doivent cesser de soutenir publiquement des positions qui n'ont pas été adoptées par le parti et rendre compte devant chaque CPN. Il en va de même pour les différentes commissions nationales.

- ***Liberté de tendances***

Le fait que les différentes sensibilités qui existent dans le parti puissent avoir une expression et faire des propositions à l'ensemble de l'organisation correspond à un principe démocratique élémentaire, d'autant plus indispensable lorsque nous construisons un parti avec des militants d'origines et traditions diverses. Si les batailles d'appareil et les accords au sommet ont trop souvent pourri la vie du CPN et du parti, ce n'est pas à cause du droit de tendance et de fraction, mais en raison de la façon dont une bonne partie de la direction conçoit la politique et des méthodes que cela entraîne. Remettre en question ou même limiter cet acquis démocratique représenterait une mesure administrative et dépolitisante pour empêcher les débats. Des divergences existent sur le programme, l'orientation, la stratégie : discutons-en sans tabou et sans stigmatisation en cherchant des synthèses réelles et non pas des compromis sur des formules ambiguës. C'est la seule solution pour que les tendances jouent leur rôle et ne soient pas des appareils figés qui cherchent à s'auto-conserver au-delà de la politique. Pour assurer la représentation démocratique des sensibilités, le CPN, le CE, les commissions nationales et toutes les instances élues sont composés à la proportionnelle intégrale des plateformes. Cela n'empêche nullement de prendre des décisions, de les mettre en œuvre collectivement et d'avancer ensemble. N'oublions jamais que nous sommes des camarades, réuni-e-s dans le même parti parce que nous voulons en finir avec cette société.

- ***La formation au centre de l'intégration des nouveaux camarades et de la démocratie interne***

Il faut abolir la division du travail et les hiérarchies existant au sein de notre organisation où la plupart des militant-e-s se consacrent aux tâches « matérielles » alors que l'élaboration est une « affaire d'experts ». Pour que tou-te-s les camarades (notamment celles et ceux qui subissent le plus l'exploitation et l'oppression) se sentent en capacité de participer à l'élaboration de la politique et de l'orientation ou d'intervenir dans les différents débats, la formation est un élément clef. Tou-te-s les camarades sont compétent-e-s dans tel ou tel domaine et c'est par la mise en commun de leurs connaissances que se forge une expérience mutuelle de savoir et de savoir-faire. La direction doit à son tour impulser une politique de formation permettant à l'ensemble des militant-e-s de s'approprier le patrimoine politique de notre classe, l'histoire des révolutions et ses leçons politiques et stratégiques, les outils du marxisme, etc. Il s'agit d'une garantie fondamentale pour que chaque militant puisse participer sur un pied d'égalité aux débats qui traversent l'organisation. Dans une situation où la crise du capitalisme donne lieu à une sorte de « conscience anticapitaliste élémentaire » dans un certain nombre de secteurs, une politique offensive de propagande et de formation permettra de dynamiser la construction du NPA.